

Diviser la société ?

Sans nous!



NON à la loi Covid-19
extrême

Le Conseil fédéral nous l'avait promis le 25 mars dernier :

« Si toutes les personnes souhaitant se faire vacciner le sont d'ici juillet 2021, au

C'est pourtant le contraire qui s'est produit et la nouvelle mouture de la loi Covid qui nous est aujourd'hui proposée donnera encore plus de pouvoir au Conseil fédéral pour durcir le train de mesures ! Il en va dès lors de notre devoir, à nous, citoyennes et citoyens, d'éviter que notre liberté ne soit pas encore davantage altérée :

1. Non à la discrimination et à la division

Le Conseil fédéral divise la population entre les « bons citoyens » vaccinés et les « méchants citoyens » non-vaccinés. Le certificat Covid obligatoire induit une large discrimination au sein de la population dont le Conseil fédéral est responsable. **Celles et ceux qui ne veulent ou ne peuvent être vaccinés se retrouvent exclus de la vie sociale.** Ceux qui refusent la vaccination sont marginalisés, des familles et des amitiés se brisent à cause de ça.

Nous, vaccinés et non-vaccinés, ne laisserons pas le gouvernement nous monter les uns contre les autres, nous disons donc NON à la loi Covid !

2. Non à la vaccination forcée

L'extension du certificat Covid obligatoire dans les restaurants et lieux de loisirs est une forme de **tyrannie sanitaire** qui va à l'encontre de la Constitution, qui stipule que « tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à **l'intégrité physique et psychique** et à la liberté de mouvement » (Art. 10, al. 2). La vaccination devient de fait obligatoire pour toutes les personnes (**familles, employés, jeunes, proches du personnel hospitalier ou des maisons de retraite**, etc.) qui ne peuvent financièrement pas se permettre des tests réguliers.

Nous rejetons fermement cette prise en otage de nos vies par l'Etat en disant NON à la loi Covid !

3. Non à la confiscation du pouvoir et à l'arbitraire

Avec ce durcissement de la **loi Covid-19**, le Conseil fédéral glisse vers l'autoritarisme et accroît encore davantage ses pouvoirs. Cela se traduit par l'introduction de mesures arbitraires absurdes ; par exemple, un **certificat Covid est obligatoire pour une sortie en famille au zoo** alors que ce n'est pas le cas pour **fréquenter les maisons closes...**

Nous sommes opposés aux mesures arbitraires, nous votons clairement NON à la loi Covid !

4. Non aux frontières-passoires

Pour ne pas froisser l'Union européenne, la Suisse fait preuve d'un **laxisme édifiant dans les contrôles aux frontières**. Résultat : les voyageurs de retour de pays à risque et toutes les personnes migrant en Suisse sans contrôle contribuent potentiellement à propager davantage le coronavirus.

Nous devons protéger efficacement les frontières de la Suisse ! NON à la loi Covid !

5. Non à la surveillance de masse

L'extension du certificat Covid obligatoire permet la surveillance de masse des citoyennes et des citoyens, dont chaque pas, chaque habitude pourra être rigoureusement répertoriés.

Nous refusons la surveillance de nos moindres faits et gestes, nous disons donc NON à la loi Covid !

une autre mesure ne sera nécessaire. »

6. Non à l'endettement déraisonnable

Depuis le début de la pandémie, le secteur public a dépensé **plusieurs milliards à une vitesse battant tous les records**. Rien qu'en 2020, ce sont près de **15 milliards de francs** qui ont été dépensés par la Confédération à elle seule, en plus de l'acquisition d'obligations de cautionnement pour plus de 17 milliards. Pour **2021 et 2022**, ce sont d'ores et déjà quelque **27 milliards supplémentaires** et divers crédits complémentaires qui sont engagés. La **gauche rose-verte** utilise la loi Covid comme prétexte afin de faire tourner l'Etat-providence à plein régime. Elle **péjore ainsi l'économie** en prétendant endosser le rôle de sauveur.

Nous luttons contre l'endettement déraisonnable de l'Etat sur le dos de notre économie, de la classe moyenne et des générations futures, nous votons donc NON à la loi Covid !

Attention: Fake-News

Lors de sa conférence de presse du 27 septembre dernier, le Conseil fédéral a diffusé de fausses informations (Fake news) :

Le Conseil fédéral affirme que sans certificat Covid, l'hôtellerie et la restauration souffriraient davantage de la crise. **C'est faux !**

La vérité : La politique du Conseil fédéral nuit à l'économie, ses ressources et les emplois. Le secteur de la restauration fait face à des pertes considérables de chiffre d'affaires depuis l'introduction du certificat Covid, ce alors que divers secteurs avaient auparavant mis en place des concepts de protection pourtant fonctionnels et toujours applicables si nécessaire.

Fake news : Le Conseil fédéral prétend qu'en cas de non à la loi Covid, les aides financières indispensables seraient supprimées. **C'est faux !**

La vérité : Si les mesures arbitraires en cours, comme le certificat Covid obligatoire, sont supprimées, les aides financières deviendront inutiles. De plus, le résultat du vote n'aura aucun impact sur la question des aides, puisqu'il a déjà été décidé qu'elles seraient toutes supprimées d'ici la fin de l'année, ou au plus tard en mars 2022 !

NON à la loi Covid-19 **extrême**

Pour protéger notre liberté votéz juste !

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bulletin de vote pour la votation populaire du 28 novembre 2021

Acceptez-vous la modification du 19 mars 2021 de la loi fédérale sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 (loi COVID-19) (cas de rigueur, assurance-chômage, accueil extra-familial pour enfants, acteurs culturels, manifestations) ?	Réponse NON
--	---------------------------

- Non à la discrimination et à la division
- Non à la vaccination forcée
- Non à la confiscation du pouvoir et à l'arbitraire
- Non aux frontières-passoires
- Non à la surveillance de masse
- Non à l'endettement déraisonnable



Plus d'informations sur www.udc.ch

   /@UDCch

Vous pouvez soutenir notre campagne par votre don à :
IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5,
UDC Suisse, 3001 Berne, référence « Diviser NON ! »

NON

à la loi Covid-19
extrême